

REPUBLIQUE  
FRANÇAISE

DEPARTEMENT  
DU  
GARD

Nombre de membres	
Afférents au Conseil Municipal	En exercice
19	19
Présents	Qui ont pris part au vote
14	18

CD

Date de la  
convocation  
01 décembre 2022

Objet de la délibération

**DROIT  
DE  
PREEMPTION  
URBAIN  
---000---  
RENONCIATION  
---000--  
BIEN  
CADASTRE  
SECTION  
AE N° 144  
(370 m<sup>2</sup>)**

## REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 08 DECEMBRE 2022



DELIBERATION N° 02

DU

**CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-CHAPTES**

L'an deux mille vingt-deux et le huit décembre, à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur MAZAUDIER Jean-Claude, Maire.

**PRESENTS** : Tous les membres en exercice, sauf :

- ✚ M. CAUQUIL Xavier, absent excusé.
- ✚ M. CUILLÉ Jean-Marie qui a donné procuration à Mme HUNOT Marie-Laure.
- ✚ M. ETTORI Bruno qui a donné procuration à M. MAZAUDIER Jean-Claude.
- ✚ Mme GONZALVO Vanessa qui a donné procuration à Mme RAVAT Lisette.
- ✚ Mme VILLANUEVA Christelle qui a donné procuration à Mme PERROTIN Karine.

Mme PERROTIN Karine a été nommée secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 213-1 et suivants et R. 213-4 et suivants ;

Vu l'article L. 2122-22 (15°) du code général des collectivités territoriales ;

Vu le plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune approuvé le 25/04/2013, modifié le 27/10/2016 et le 26/09/2019 ;

Vu le plan de prévention des risques d'inondation (P.P.R.I.) en date du 03/07/2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 25 avril 2013, décidant d'instituer le droit de préemption urbain en application de l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner établie par Me DIONISIO Valéria, Notaire, reçue en mairie le 23 novembre 2022, portant sur le bien cadastré section AE N° 144 d'une superficie de 370 m<sup>2</sup>, situé 57 rue du Commandant Albert MEZERGUES.

Considérant que le bien faisant l'objet de cette déclaration d'intention d'aliéner se trouve inclus dans une zone couverte par le droit de préemption urbain institué par la commune ;

Considérant que le bien mentionné ci-dessus ne présente pas d'intérêt particulier pour la commune, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de ne pas user des dispositions du droit de ne pas user des dispositions du droit de préemption urbain institué sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.

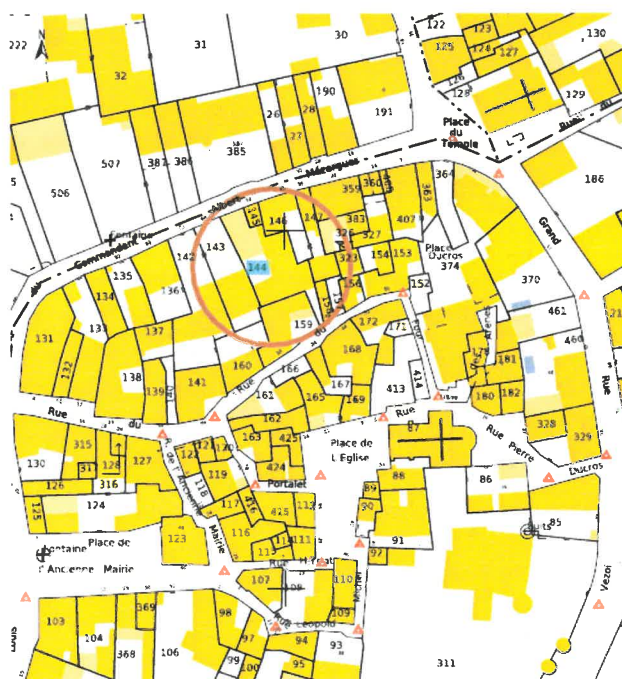
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par :  
- 18 voix pour ne pas préempter.

**RENONCE** à exercer son droit de préemption sur le bien cadastré section AE N° 144 d'une superficie de 370 m<sup>2</sup>, situé 57 rue du Commandant Albert MEZERGUES.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

La secrétaire  
**PERROTIN Karine**

Le Maire  
**MAZAUDIER Jean-Claude**



Affiché le 14/12/2022  
Transmis en Préfecture le 14/12/2022